

"Les Invités"

organisé avec le soutien d'ESCP Europe et grâce aux parrains de l'École de Paris :

Algoé²
ANRT
CEA
Chaire "management de l'innovation"
de l'École polytechnique
Chambre de Commerce
et d'Industrie de Paris
CNES
Conseil Supérieur de l'Ordre
des Experts Comptables
Crédit Agricole SA
Danone
EADS
EDF
ESCP Europe
Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme
Fondation Crédit Coopératif
Groupe ESSEC
HR VALLEY²
HRA Pharma
IDRH
IdVectoR¹
La Fabrique de l'industrie
La Poste
Lafarge
Mairie de Paris
MINES ParisTech
Ministère de l'Économie,
de l'Industrie et du Numérique,
direction générale des entreprises
NEOMA Business School
OCP SA
Orange
PSA Peugeot Citroën
Renault
Saint-Gobain
SNCF
Thales
Total
UIMM
Ylios

¹ pour le séminaire
Ressources technologiques et innovation
² pour le séminaire Vie des affaires

(Liste au 1^{er} septembre 2014)

DÉCRYPTER LE CHAOS AMBIANT

par

Vivien LÉVY-GARBOUA

Senior advisor de BNP Paribas

Auteur de *Capitalisme, finance, démocratie. Le nouveau malaise*
(Economica, 2014)

Gérard MAAREK

Conseiller scientifique de l'EDHEC

Auteur de *Capitalisme, finance, démocratie. Le nouveau malaise*
(Economica, 2014)

Jean-Marc DANIEL

Professeur, ESCP Europe

Auteur de *Histoire vivante de la pensée économique,
des crises et des hommes* (Pearson, 2010)

Séance du 2 juin 2014

Compte rendu rédigé par Pascal Lefebvre

En bref

Le rôle d'une théorie est-il d'expliquer le monde de façon exhaustive ou, plus modestement, de permettre un regard nouveau sur ce qu'elle éclaire ou réfute ? Freud décrivait en son temps une société écrasée par sa morale et ses valeurs, source de souffrance pour ses membres. Il semble qu'aujourd'hui, l'on souffre davantage des effets d'un individualisme sans limites ni repères, tant dans la vie des individus que dans la vie démocratique ou dans la sphère économique et financière. Un banquier et un économiste, frappés par l'analogie possible avec le modèle freudien, poursuivent, dans leur second ouvrage sur ce thème, l'exploration des liens obscurs qui lient les fonctionnements individuels et collectifs.

L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse des comptes rendus ; les idées restent de la seule responsabilité de leurs auteurs. Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.

EXPOSÉ de Vivien LÉVY-GARBOUA, Gérard MAAREK et Jean-Marc DANIEL

Un saut épistémologique important

Vivien LÉVY-GARBOUA : Chacun de nous a fait l'expérience d'une situation où son humeur a altéré la manière dont il se comporte. Chacun sait également combien il est difficile de résister à ses désirs ou à ses addictions et combien cela interagit avec sa productivité. De ces constats est née l'envie, que nous avons développée dans notre livre, de réfléchir à ce qui se passait quand l'*homo economicus* lambda était confronté à des chocs ou à des crises, et à quelles interactions pouvaient naître entre ces événements économiques majeurs et notre état psychologique.

Pour ce faire, nous nous sommes d'abord appuyés sur l'économie, notre ancrage de base, mais aussi sur une approche différente d'un homme moins rationnel que l'*homo economicus* et plus freudien, c'est-à-dire un homme doté d'un inconscient, par définition non accessible directement. Cet homme est également différent de l'homme cognitif étudié par l'économie comportementale qui fait appel, quant à lui, à des conditionnements et à des comportements réflexes.

Nous avons donc emprunté à Freud un certain nombre d'outils conceptuels. Le père de la psychanalyse distingue en particulier, dans son analyse du psychisme des individus, trois instances :

- le *Ça*, réceptacle de toutes les forces vitales, les pulsions de vie ou de mort, de création ou de destruction, à la jonction entre le corps et l'esprit ;
- le *Moi*, instance rationnelle chargée de rendre nos pulsions compatibles avec la réalité et socialement acceptables et qui dispose à cet effet d'un certain nombre de mécanismes de défense que nous prenons également en compte dans nos analyses ;
- le *Surmoi*, enfin, qui est l'intériorisation de l'ensemble des contraintes et des normes sociales issues de notre éducation tout au long de notre vie.

Nous avons donc adapté ces trois instances à la vie des groupes structurés, c'est-à-dire de groupes qui ont la propriété d'exister indépendamment de leurs membres, comme les entreprises. Notre hypothèse est que ces groupes sont structurés autour d'un psychisme collectif qui s'ordonne, comme chez les individus, autour des mêmes trois instances auxquelles nous en avons ajouté une, comme nous le verrons plus loin. Cela suppose qu'il faille interpréter, pour chaque groupe et dans chaque cas de figure, ce à quoi correspondent le *Ça*, le *Moi* et le *Surmoi* que, dans notre terminologie propre nous appelons respectivement le *Producteur*, le *Prince* et le *Prêtre*. Dans une entreprise, le *Producteur* recouvrira ainsi l'ensemble de ceux qui produisent de la valeur, quelles qu'en soient les modalités, et toutes les routines et processus de production. Le *Prêtre* sera le porteur des valeurs et interdits divers spécifiques au groupe considéré. Nous avons ajouté une quatrième instance, que nous avons appelée le *Professeur*, dont le rôle est d'être une interface avec le monde extérieur comme peuvent le faire, par exemple, une direction de la communication ou tous ceux qui définissent la stratégie de l'entreprise. Le *Prince*, quant à lui, sera le chef d'orchestre qui coordonne l'ensemble.

Faire une telle hypothèse est donc un saut épistémologique important mais nous ne sommes pas les premiers à nous y être hasardés. Outre Freud, qui a lui-même appliqué ces concepts aux problèmes de la société, en particulier dans *L'avenir d'une illusion*, en 1927, ou dans *Malaise dans la civilisation*, en 1929, quantité d'auteurs contemporains s'y sont risqués : je citerai en particulier Emmanuel Todd, qui a mis l'accent sur l'analogie entre les structures sociales et les structures familiales, ou Norbert Elias qui a fait le lien entre la structure de l'individu et celle de la société. Cela nous a encouragés à poursuivre dans cette voie en

introduisant l'idée que l'équilibre psychique global d'une société, nécessaire pour qu'elle vive dans une certaine harmonie, correspond à l'adéquation entre les différentes structures psychiques propres à chacun des groupes constituant cette société.

L'analyse des mécanismes de défense, en particulier le refoulement, le clivage ou la sublimation, nous permet alors de distinguer un certain nombre de pathologies des organisations dans la société moderne, de la même manière que Freud définissait la névrose comme un conflit entre un *Surmoi* surpuissant et un *Moi* écrasé. Et les psychanalystes nous disent sur ce point que les pathologies ont changé parce que les individus ont changé et que désormais, ce ne sont plus les névroses de la société bourgeoise de la Vienne du début du XX^e siècle qu'ils observent mais plutôt des personnalités narcissiques, individualistes et difficiles à cadrer.

Un nouveau malaise dans la société ?

Gérard MAAREK : Nous avons choisi comme titre de notre second ouvrage : *Capitalisme, finance, démocratie. Le nouveau malaise*. Pourquoi avoir rapproché ces trois termes ? Ces dernières années, nous avons essayé de mettre à l'épreuve les hypothèses que nous avons formulées dans notre premier ouvrage, intitulé *MacroPsychanalyse. L'économie de l'inconscient*, en les appliquant à la crise économique et financière que nous traversons. Nous nous sommes aperçus que ces trois domaines étaient traversés de bouleversements similaires, et que les mots *désenchantement*, *excès* et *crise* s'y appliquaient également et que le mot *chaos* pouvait servir de dénominateur commun. Quant à l'expression "nouveau malaise", c'est une manière de caractériser l'hypothèse qui rend compte de ces phénomènes.

S'il y a un "nouveau malaise", c'est donc qu'il en existait un autre auparavant : précisément, celui décrit par Freud dans ses deux ouvrages de psychologie sociale précédemment cités. Cet "ancien" malaise est celui dont souffraient ses contemporains et se caractérisait par un état névrotique quasi permanent, un sentiment de culpabilité dû à un *Surmoi* écrasant qui imposait aux individus de réfréner leurs pulsions, en particulier sexuelles, en prenant racine dans les traditions et la religion. Il écrit à ce propos : « *Le sentiment de culpabilité est le problème principal du développement de la civilisation* » et pense que seuls les progrès de la raison permettraient de sortir de cet état. « *Le temps viendra, affirme-t-il, où sera établi la primauté de l'intelligence.* »

Malheureusement, il ne semble pas que les choses aient évolué comme il l'imaginait. Nos contemporains du monde occidental se sont aujourd'hui, en grande partie, libérés de cet ancien malaise et de ce sentiment de culpabilité permanent en muselant leur *Surmoi* et en donnant désormais libre cours à leurs pulsions. Globalement, en Europe et aux États-Unis, il est possible de dater cette rupture des événements, dont les slogans libertaires sont restés dans les mémoires, de 1968.

Face à un *Moi* de l'homme contemporain privé de la ressource du *Surmoi* pour canaliser les pulsions, le *Ça* peut désormais librement s'exprimer. L'individu va cependant se heurter à des limites imposées, non pas par des règles morales intériorisées dans son inconscient, mais par des impossibilités extérieures et par la résistance du réel : le principe de réalité. Si l'ancien malaise était caractérisé par un conflit entre le *Ça* et le *Surmoi*, ce nouveau malaise nous semble caractérisé par un conflit entre le *Ça* et le réel. Et si l'ancien malaise débouchait sur des maladies de type névrotique, le nouveau malaise ouvre désormais la voie à des troubles de l'ordre de la psychose, c'est-à-dire des difficultés à appréhender le réel se manifestant par un déni de ce réel, caractéristique des sociétés et des individus d'aujourd'hui. Comment cette hypothèse se décline-t-elle alors selon les trois domaines annoncés dans le titre de notre livre ?

Le capitalisme, tout d'abord, est un mode d'organisation du *Producteur*. Il a pris de multiples formes au fil du temps, du capitalisme marchand de la Renaissance au capitalisme industriel du XIX^e siècle. Nous nous trouvons désormais face à son incarnation la plus récente : un

capitalisme financier mondialisé. Du fait du nouveau psychisme qui anime les acteurs, il représente le triomphe de la liberté, en particulier d'entreprendre. L'espace des possibilités est de plus en plus vaste, le terrain de jeu s'étend à la planète toute entière, le *Producteur* est tout-puissant et les *Princes* sont affaiblis. Les contraintes peuvent donc être repoussées, l'endettement étant l'une des façons de le faire, jusqu'à ce que l'on bute sur des impossibilités à les transgresser davantage. Les crises budgétaires que nous vivons aujourd'hui sont donc les manifestations visibles de ce nouveau malaise. L'une des explications possibles, selon nous, est que le *Producteur*, mû par ses pulsions et repoussant les limites grâce à l'endettement, commet des excès jusqu'à ce que le réel reprenne ses droits. La finance, par sa tendance naturelle à l'emballement et aux réactions excessives, est évidemment un rouage essentiel dans cette affaire et, lorsqu'elle se grippe, c'est toute l'économie qui se grippe avec elle. Dans la finance d'aujourd'hui, le *Surmoi*, c'est-à-dire les règles internalisées, a quasiment disparu et il est ainsi devenu moralement autorisé, à défaut de l'être juridiquement, de faire tout ce qui est en son pouvoir pour engranger le maximum de profits. Dans de telles phases, les aigrefins et les escrocs en tout genre prolifèrent, manipulant les marchés et provoquant scandales sur scandales. Dans ce contexte et au sein de la communauté financière, le *Moi* s'efforce de poser, de façon très imparfaite, des limites, sous forme de ratios de fonds propres ou autres, dont l'inefficacité est démontrée par l'ampleur de la crise actuelle. Le couple capitalisme/finance mondialisée forme donc un mélange détonnant qui a atteint ses limites de fonctionnement, à plusieurs reprises dans la période récente, jusqu'à aboutir à la crise majeure de 2008. Nous sommes ainsi passés deux fois au bord du précipice : une première fois, en 2008, à l'occasion de la faillite de Lehmann Brothers et, à nouveau en 2011/2012, avec la crise de l'euro.

Quant à la démocratie, troisième terme de notre triptyque, différentes formes se sont là aussi succédées depuis son invention par les Athéniens. Nous sommes aujourd'hui dans une forme que l'on pourrait qualifier, en l'absence de dénomination consacrée, de démocratie participative ou d'opinion. Elle est désormais liée à la toute-puissance des *spin doctors* et lobbyistes en tout genre et à l'identification aux leaders, désormais à la remorque du *Çà*, qui s'efforcent de coller à ses pulsions et ses désirs.

Dans le cadre théorique de notre macropsychanalyse, la démocratie est un mode d'organisation du *Moi*. Elle a ceci de particulier, par rapport à toutes les autres formes de gouvernement, que le *Moi* se voit renouvelé périodiquement par le *Çà*, à travers un processus électif concurrentiel et non violent, selon la définition classique qu'en donne Schumpeter. Dans un tel monde démocratique, le *Surmoi* est constitué du corpus de règles de toute nature qui surplombent la vie quotidienne, en particulier l'esprit civique et la loyauté dans la concurrence. Aujourd'hui, les effets du nouveau malaise se manifestent dans le domaine de la démocratie comme dans les précédents : les *Princes* sont très affaiblis face aux désirs du *Producteur* et à un *Surmoi* qui s'est en partie délité.

La nouvelle économie psychique a donc imprimé sa marque au processus démocratique et si l'on rassemble l'ensemble des trois termes, les gouvernements nationaux font désormais face, non seulement au peuple de l'État-nation qu'ils dirigent, mû par un désir de jouissance insatiable, mais aussi aux bataillons, infiniment plus puissants qu'eux, d'un capitalisme financier mondialisé qui impose sa loi.

Crises et chaos ambiant

Vivien LÉVY-GARBOUA : Depuis une quinzaine d'années, nous avons donc assisté à une succession de crises : asiatique, russe, de l'internet, des *subprimes* puis de l'euro qui, toutes, ont une dimension financière majeure. À les considérer, on constate similitudes et différences. Dans toute crise financière, on retrouve un pattern caractéristique selon lequel les individus ou les groupes, en particulier la communauté financière internationale se raconte une histoire et est imprégnée d'une croyance qui va se révéler fausse sans que l'on puisse le déterminer a priori. Au début des années 2000, tous les professeurs nous enseignaient ainsi que la nouvelle économie changeait les règles du jeu par rapport à l'économie classique, que les coûts et les revenus n'étaient plus chose importante et que, désormais, c'était le clic informatique qui

comptait. Cette croyance a alimenté l'appétence pour les actions *dot.com*. Ce mythe raconté, cette croyance portée vers un objet de désir, en l'occurrence les actions de la "Net économie", ne rencontre plus la régulation d'un *Surmoi*, le domaine de la finance en étant particulièrement peu pourvu, qui puisse entraver ces désirs sans limites. Il en résulte une période maniaque qui, dans un premier temps, se développe avec beaucoup de force, passant outre tout ce qui pourrait contrarier le mythe et, en retour, entérine la croyance. Puis vient la prise de conscience que le monde n'est pas tel que le mythe le décrivait et, après une période de déni variable, la crise éclate, accompagnée d'une culpabilisation très forte et d'une recherche de boucs émissaires plus ou moins violente. Enfin, après une période de dépression durant laquelle les choses se stabilisent peu à peu, un nouveau cycle peut redémarrer. Notre analyse est donc proche de celle que faisait Charles P. Kindleberger¹.

Dans la crise des *subprimes*, on retrouve un tel mythe dans le discours sur l'immobilier et l'accès à la propriété des classes les plus pauvres grâce à l'innovation financière, mais il n'y a pas que cela et c'est ce qui fait que la crise a été beaucoup plus grave. D'autres types de croyances sont apparus, notamment liés à l'idée que l'on pourrait rendre compte de la réalité, y compris dans les cas les plus extrêmes, grâce à les modèles mathématiques. Sont également apparus des clivages, sur les marchés comme dans les banques, faisant que les vendeurs, porteurs de la bonne parole, ne se sont préoccupés que des rendements, négligeant les risques inhérents à tout phénomène économique dénoncés par quelques Cassandre largement minoritaires. Ces clivages, aggravés par l'organisation en silos des grandes institutions financières, ont été des facteurs largement amplificateurs de la crise.

Dans la crise de l'euro, une autre croyance s'est révélée largement infondée, celle qu'à travers l'euro, une dette grecque était équivalente à une dette allemande ou française. Bien entendu, personne ne se posait la question de savoir pourquoi il y avait quelques points de rendement en plus sur la dette grecque et chacun se réjouissait, alors qu'implicitement, c'était une prise de risque supplémentaire gravement sous-estimée et que l'on ne voulait pas voir.

La crise des *subprimes* est emblématique de ces crises complexes en réunissant des fausses croyances, donc la puissance d'un *Ça* non entravé par la puissance d'un *Surmoi* défaillant, avec des clivages caractéristiques d'une forme de psychose au sein des groupes que sont les marchés ou les banques.

J'introduirai en conclusion une notion supplémentaire très importante. Par construction, le *Surmoi* est quasiment inexistant sur internet, le *Moi* est très faible et le *Ça* s'y exprime très librement, pour le meilleur comme pour le pire, même si une communauté comme celle du *bitcoin* s'est instauré des procédures qui permettent de fixer, entre autres, les règles de création de cette monnaie virtuelle et constituent un intermédiaire entre les fonctions d'un *Surmoi* procédural et celles d'un *Professeur*. Internet est donc représentatif d'un phénomène majeur dans notre société qui est la transmission horizontale par laquelle chacun a désormais accès, très librement, à quantité d'informations sans qu'un quelconque *Surmoi* puisse y contrôler l'expression sans limite du *Ça*. C'est là un phénomène nouveau dont nous n'avons pas encore mesuré toutes les conséquences.

Crise de l'euro et croyances

Gérard MAAREK : La crise de l'euro, comme les précédentes, a été tirée par des croyances, tout comme l'a été lui-même le projet de monnaie unique. Les croyances sont des énoncés non vérifiables et non falsifiables, tout aussi difficiles à démontrer qu'à infirmer. Elles ont deux caractéristiques : elles interfèrent, dans des proportions variables, avec le calcul rationnel et la prise de décision et elles correspondent à la satisfaction d'un désir. Si quelqu'un adhère à une croyance, c'est pour lui le moyen psychique de satisfaire un désir caché ou de rejouer une séquence qui lui a apporté un bienfait ou, au contraire, l'a pénalisé.

¹ Charles P. Kindleberger, *Manias, Panics, and Crashes : A History of Financial Crises* (Wiley, 2005, 5^e édition). Traduction française : *Histoire mondiale de la spéculation financière* (Valor Éditions).

Hormis le fait que l'euro était, rationnellement, le moyen d'éliminer les crises de change, d'éviter la spéculation et de faciliter les échanges à travers l'Europe, il existait, derrière sa création, une série de croyances, en particulier celle qu'il pourrait résister à des chocs frappant les économies nationales. Pour qu'une union monétaire fonctionne, la théorie des zones monétaires optimales nous dit qu'un certain nombre de conditions doivent être respectées : il faut une bonne flexibilité des salaires, des mouvements de main d'œuvre suffisamment fluides entre les pays membres et, à défaut, cela nécessite un système de solidarité budgétaire réalisé, en général, à travers un budget fédéral. Or, aucune de ces conditions n'était manifestement satisfaite lors du traité de Maastricht. Mais la croyance des promoteurs du projet était que ces conditions seraient satisfaites à brève échéance. On pensait en particulier, qu'un budget fédéral n'était pas nécessaire et que les États se plieraient spontanément à la discipline des 3 % de déficit. Les promoteurs ont, de plus, été très loin dans leur audace en faisant en sorte que l'on ne puisse pas sortir de l'euro sans sortir de l'Union européenne.

Quels étaient donc les désirs cachés des promoteurs de l'euro ? Il faut, pour le comprendre, distinguer les trois générations de décideurs qui se sont succédées. Celle des pères fondateurs, de Gaulle et Adenauer, ne s'était pas embarrassée de considérations par trop métaphysiques : ils voulaient la réconciliation de la France et de l'Allemagne pour éviter la réédition d'une guerre européenne. Les fils, Giscard d'Estaing, Delors et Schmidt, quant à eux, ont cherché à aller vers une fusion des peuples : en agissant ainsi, leur désir caché était de laver leurs pères des crimes commis durant ces guerres, l'euro étant un moyen d'identification des peuples à une patrie européenne au même titre que le drapeau étoilé ou l'*Hymne à la joie*. Enfin, les petits-fils sont arrivés, Chirac, Merkel et Sarkozy, qui, n'ayant pas connu le traumatisme de la guerre vécu par leurs prédécesseurs, représentent les gens qui sont dans l'oubli du passé et la volonté de jouir de l'euro sans en assumer les contraintes. Durant les dix années suivant le traité de Maastricht, on a donc négocié la convergence par le biais de multiples astuces comptables et les dix années qui ont suivi ont été celles de l'euphorie, les croyances n'étant pas démenties. Elles se sont effondrées lors de la grande récession de 2008 alors que les économies européennes subissaient un choc majeur auquel elles n'étaient pas en mesure de répondre faute d'une marche vers le fédéralisme, d'une flexibilité des salaires suffisante, de mouvements de populations importants et d'une identification européenne massive. D'où le désenchantement actuel vis-à-vis de l'Europe.

Aujourd'hui, la crise s'estompe, le putsch de Mario Draghi à la tête de la Banque centrale européenne (BCE) a fonctionné : il a rassuré les marchés en promettant de racheter, coûte que coûte, les dettes publiques et en faisant en sorte que l'euro subsiste. Ce putsch réussi viole les termes de l'article 123 du traité de Maastricht, qui interdit à la BCE d'acheter de la dette publique mais il a le mérite de créer un nouveau contexte monétaire. Désormais, les options devant nous sont, soit un bond vers le fédéralisme, soit une perpétuation de l'enlisement actuel avec une croissance atone, soit la disparition de l'euro. À nous de choisir.

Jean-Marc DANIEL : Le livre de Vivien Lévy-Garboua et Gérard Maarek est très séduisant. Cependant, tout comme lorsque l'on a voulu plaquer sur l'économie, par le passé, des modèles comme la thermodynamique, on se heurte rapidement à deux déceptions.

La première déception est que les outils, en tant que tels, sont assez peu utilisés dans l'interprétation des crises. J'ai ainsi trouvé le chapitre sur la démocratie particulièrement passionnant en ce qu'il montre que le passage au quantitatif est nécessaire pour valider la pertinence d'un certain nombre d'hypothèses et de concepts. Mais ce passage à la vérification par le quantitatif fait défaut dès lors que l'on aborde des concepts comme le *Ça* ou le *Surmoi* : quelles en sont les unités ? Ainsi, quand les auteurs parlent du *Professeur*, ils expliquent qu'il s'agit de l'instance académique qui va produire une capacité pour le *Ça* à comprendre ce qui se passe dans le réel. Mais existe-t-il deux professeurs d'économie qui disent la même chose ? Donc, qui est ce *Professeur* ? En réalité, le *Professeur* est constitué d'une multitude de professeurs produisant, en permanence, une pensée confuse inutilisable : en conséquence, quelle est la capacité du *Ça* à récupérer ce que dit ce *Professeur* ? On ne peut donc, selon moi,

ni organiser, ni hiérarchiser à partir de ces concepts : si j'arrive, objectivement, à mesurer ce qu'est le déficit de la balance des paiements courants, je n'arrive pas à mesurer l'impact de chacun de ces acteurs sur chacun des autres.

Freud, à partir de sa construction théorique, débouchait sur une thérapie, ce qui suppose effectivement un état de malaise à partir duquel une évolution est censée se produire vers un état de mieux-être, mais aucune thérapie ne me paraît découler de l'analyse des auteurs. À partir de quel moment peut-on considérer qu'un état économique est "normal" ? Pour ma part, je n'ai jamais connu, à aucun moment et dans aucune société, de période qui ne soit pas de crise. Nous avons entendu évoquer les crises qui se succèdent depuis vingt ans, mais auparavant, en 1967, nous avons déjà connu la crise de la livre sterling, celle de l'inflation, en 1963, avec le plan de stabilisation, celle de 1958, etc. Il n'y a donc jamais eu, selon moi, que des crises et je n'ai jamais connu aucun *Prince* pouvant affirmer que la situation était normale, à l'exception près du général de Gaulle, présentant ses vœux à la population française au soir du 31 décembre 1967 et prévoyant, pour 1968, une année sereine ! Si vérifier des concepts, c'est pouvoir les quantifier, il me semble donc que cela ne peut s'appliquer à cette architecture intellectuelle, qui n'en demeure pas moins séduisante et bien construite.

En deuxième lieu, dans la présentation qui est faite des crises, il me semble qu'une hiérarchisation implicite attribuée au *Prince* et au *Professeur* une certaine noblesse, celle du logos et de la raison, réservant au *Producteur*, humble travailleur et incarnation du *Ça* et des pulsions issues du cerveau reptilien, la place la plus méprisable. N'y a-t-il pas, dans cette présentation, une forme de déformation propre aux hauts fonctionnaires face à un magma de gens un peu frustes auxquels il faut imposer, d'en haut, une sorte de responsabilité sociale de l'entreprise ? Pour moi, je me place dans la lignée de Milton Friedman qui disait, dans un article célèbre, que « *Business of business is business* », c'est-à-dire que l'objectif du *Producteur*, c'est de faire des affaires, ce qui ne veut pas dire que ce *Producteur* soit moins moral que le *Prêtre* ou moins intelligent que le *Professeur*. Dans ce même article, Milton Friedman, faisant allusion au *Bourgeois gentilhomme*, disait que la France avait un problème parce que ce bourgeois, honteux de son statut, voulait devenir gentilhomme. Selon lui, confronté à ce type de comportements, un tel pays risquait de passer à côté de son destin. Votre construction intellectuelle, dans cette perspective, ne consiste-t-elle donc pas à dire qu'il vaut mieux être gentilhomme, c'est-à-dire *Prince*, *Prêtre* ou *Professeur* que *Producteur* et incarnation du *Ça* ?

Par-delà ces éléments de fond, j'ajouterai une troisième remarque centrée sur l'analyse que vous faites des crises et singulièrement celle de l'euro. Pour moi, les trois pères fondateurs de l'Europe sont Schuman, Adenauer et de Gasperi. Ce que je trouve intéressant dans ces trois personnalités est leur complexité. Schuman était français, mais né au Luxembourg, ses parents ayant quitté leur Lorraine natale sous domination prussienne et refusant de devenir allemands. Adenauer avait, quant à lui, toujours refusé de se faire établir des papiers prussiens et de Gasperi avait été ministre de l'empereur François-Joseph. Ces gens avaient donc un rapport à l'Europe, non pas de réconciliation, mais de sublimation du passé. Ils avaient une vision selon laquelle il ne s'agissait pas d'éviter la guerre, désormais réputée impossible du fait de la présence américaine, mais d'être Européen. Si je rappelle ces faits, c'est que, dans la crise de la zone euro, le fait qu'elle soit ou non une zone monétaire optimale me paraît secondaire. L'article 123 du traité de Maastricht ne dit pas qu'il est interdit à la BCE d'acheter de la dette : si Mario Draghi avait trahi les traités, il aurait fallu le traduire devant les tribunaux, un traité n'étant pas une base de négociation mais un socle intangible. Ce que dit cet article 123, c'est que la BCE n'achète pas de la dette publique mais qu'elle la rachète, ce qui est différent et se fait selon des procédures bien définies sur le marché secondaire.

Le véritable enjeu n'est donc pas de savoir si la zone euro est une zone monétaire optimale ou pas. C'est ce que démontrent les faits suivants. Au moment de la crise grecque, en juillet 2007, il n'existait qu'un léger différentiel de taux entre la dette publique grecque, à 4,7 %, et la dette publique allemande, à 4,6 %. Dans le même temps, la dette de la Seine-Saint-Denis était de 5,2 %, plaçant donc, potentiellement, ce département davantage en rupture avec le

reste de l'Europe que ne l'était la Grèce à la même époque. Or, ce département dégage des excédents extérieurs en exportant des produits à forte valeur ajoutée qui, pour certains, échappent non seulement à la légalité mais surtout à la fiscalité, comme en Grèce. Avec un fort endettement, un excédent extérieur important et des mécanismes de transfert, au final, la Seine-Saint-Denis subventionne donc davantage qu'elle n'est subventionnée.

Le problème, pour moi, n'est donc pas une question de croyances. L'utilisation d'une croyance que l'on sait infondée, en abusant de la crédulité d'autrui, s'appelle en effet une escroquerie et les escrocs ont toujours existé. Or, dans le cas de la crise de l'euro, personne ne croyait que le Fonds monétaire international (FMI) allait intervenir en Grèce, pas plus qu'en Seine-Saint-Denis, puisque la question ne se posait pas. À un certain moment, brutalement, des événements sont survenus, que personne n'avait imaginés et des questions sont apparues qui ne préexistaient dans aucun cadre intellectuel. Il me semble donc qu'en réalité, il n'y a pas, dans la dynamique des crises, de structuration permanente de ce bloc que vous appelez les croyances.

Vivien LÉVY-GARBOUA : Tout d'abord, pour nous, la question de la hiérarchie entre *Moi*, *Ça* et *Surmoi*, par construction, ne se pose pas. Chaque individu porte en lui chacune de ces instances, qu'il soit partie prenante à l'un ou l'autre de ces groupes que nous appelons *Prince*, *Producteur*, *Prêtre* ou *Professeur*. Dans une entreprise, quelle qu'elle soit, aussi bon que soit le *Prince*, il ne peut, à l'évidence, exister sans le *Producteur*. Nous ne mettons donc ni dans le *Prince*, ni dans aucun de ces acteurs, de valeur particulière, chacun n'existant que par l'interaction qu'il entretient avec les autres.

Gérard MAAREK : En ce qui concerne votre seconde critique, je ne pense pas que toute connaissance exige nécessairement une mesure. En ce qui concerne la démocratie, nous avons montré que les segmentations proposées par Emmanuel Todd ou Norbert Elias avaient leur pertinence : on voit ainsi que les déterminants de la démocratie trouvent leur source dans des structures profondes de la société, qu'elles soient familiales ou culturelles. Nous avons donc quantifié un certain nombre de choses dans notre ouvrage mais il ne prétend pas révéler l'alpha et l'oméga du fonctionnement de la société en en donnant une explication unique. Plus modestement, nous nous sommes livrés à un exercice d'herméneutique en proposant une grille d'interprétation qualitative qui rend compte d'un certain nombre de phénomènes. Il y a derrière cette démarche, un principe "d'économicité" : comment, avec peu de concepts, suivant en cela l'exemple de Freud, rendre compte d'une grande diversité de situations ? Ce principe d'interprétation est parallèle à un principe d'interprétation strictement économique, fondé sur les intérêts, ou politique, fondé sur les luttes de pouvoir. Il ne s'agit donc que d'une interprétation parallèle qui éclaire sous un jour différent, un certain nombre de phénomènes.

Quant à la question de la thérapie, loin de nous l'idée de proposer un quelconque remède ! Dans la mesure où l'on prétend analyser la société comme un tout, il est extrêmement difficile de se poser en thérapeute. Ce qui est peut-être possible pour un psychanalyste dont le patient est allongé sur le divan, est hors de portée pour un observateur plongé lui-même dans le corps social qu'il analyse. Plus que de proposer des remèdes, nous nous efforçons d'imaginer des scénarios d'évolution basés sur les outils que nous proposons.

Vivien LÉVY-GARBOUA : Il est possible d'avoir plusieurs interprétations de ce que sont les croyances. Il n'empêche que nous baignons dans un univers qui en génère de nouvelles en permanence. Le *storytelling* est désormais devenu un mode de gouvernance universel et il est quasiment impossible d'aller à l'encontre des croyances du moment. Il en va ainsi de l'euro comme du reste et plusieurs interprétations sont possibles. Il est donc essentiel qu'il existe des gens qui soient en vigilance permanente et s'efforcent d'objectiver les situations afin de révéler, le plus précocement possible, les incohérences entre les croyances et la réalité. Les Cassandre sont indispensables en toutes circonstances et méritent parfois d'être écoutées.

DÉBAT

Individu et collectif

Un intervenant : *Freud souligne l'importance du non-dit et je suis frappé par le fait que vous n'employez pas un terme essentiel en économie, touchant fortement à l'inconscient et aux pulsions, qui est celui de consommateur. Pourquoi ?*

Vivien Lévy-Garboua : Notre démarche ne pourrait s'appliquer à l'ensemble des consommateurs que si un tel groupe était structuré autour d'un but commun. Cela n'est peut-être possible que pour des sous-groupes de consommateurs, structurés autour d'un produit ou d'un mode consommation comme les achats sur internet, par exemple.

Int. : *Freud a montré que la psychanalyse était efficace pour les individus. En revanche, vouloir appliquer ce modèle à un groupe, alors que chaque groupe est constitué d'individus libres ayant chacun leur psychisme, me paraît une gageure. Le modèle est tellement macro qu'il est impossible de déterminer si l'analyse est pertinente ou pas !*

Gérard Maarek : De Freud, en termes de cure psychanalytique, il ne reste aujourd'hui, selon moi, pas grand'chose. Bien d'autres approches ont été développées depuis et sa méthode a été largement contestée. En revanche, ses apports en termes de psychologie sociale restent d'actualité et transposer les analyses qu'il a faites sur les individus aux groupes ou à la société dans son entier, saut méthodologique qu'il a lui-même fait dans les ouvrages que je citais, reste fort pertinent.

V. L-G. : Le problème méthodologique que vous soulevez est très important mais il n'est pas très différent de celui que l'on rencontre en économie ou en sociologie : comment passer du niveau micro au niveau macro ? Aujourd'hui, la vision dominante en macroéconomie conçoit le fonctionnement collectif comme la résultante de l'agrégation des micros comportements individuels. Cependant, la réalité est que la macroéconomie a énormément progressé, non pas à partir de la vision microéconomique mais par des approches qui lui sont propres. Cependant, il est toujours quasiment impossible d'expliquer comment un comportement collectif émerge de l'interaction des comportements individuels.

En tant que banquier, j'ai observé, au fil de ma carrière, beaucoup d'entreprises. J'ai toujours été frappé, en rencontrant mes grands clients, des constantes de comportement et d'attitudes, qui génèrent une culture propre à l'entreprise étonnamment forte, résistante dans le temps et face aux épreuves, et dépassant largement les personnalités des individus et leurs singularités. Dans ces groupes structurés, on retrouve, selon ce que nous avons appelé un *principe de similitude*, les mêmes instances psychiques que celles décrites par Freud pour les individus.

Int. : *Cela ne renvoie-t-il pas aux mythes fondateurs décrits par Jung et à la notion d'inconscient collectif ?*

V. L-G : Nous avons surtout été impressionnés par le système conceptuel de Freud, très économe en moyens et pourtant extrêmement puissant pour éclairer quantité d'objets. Nous ne prétendons aucunement qu'il n'y a rien de vrai en dehors de Freud : les très nombreux développements théoriques, de Mélanie Klein ou d'Alfred Winnicott entre autres, qui ont prolongé son œuvre jusqu'à nos jours, contribuent à éclairer ces fonctionnements, individuels ou collectifs. Les travaux de Jung nous sont cependant moins familiers pour que nous puissions nous en servir dans notre approche.

G. M. : Freud lui-même, dans *Moïse et le monothéisme*, a tenté de montrer comment de tels mythes de l'origine peuvent être fondateurs de l'identité d'un groupe.

Névrose financière ?

Int. : *Je suis très intéressé par les croyances mais il existe quand même des réalités substantielles qui déterminent le destin de la Nation et structurent la conception que l'on a de l'Europe. Panem et circenses, disaient les Romains : les peuples ont besoin d'ennemis pour échapper à l'ennui. Après les Bolcheviks, c'est désormais l'effet de serre et le CO₂ contre lesquels on se mobilise : l'harmonie à laquelle nous aspirons n'est-elle alors en réalité qu'une succession de crises ?*

G. M. : Notre interprétation est très différente, en particulier pour ce qui concerne l'effet de serre. Elle est de dire que les peurs climatiques sont une sorte de régulation qui nous est imposée de l'extérieur. Comme nous n'avons plus en nous-mêmes ces forces de contrôle de nos pulsions qui constituent le *Surmoi*, les seules façons efficaces de modifier notre comportement sont, soit que nos désirs se heurtent à un mur, comme c'est le cas dans les crises financières, soit que des contraintes exogènes s'imposent à nous, comme c'est le cas avec les pénuries d'eau, de ressources énergétiques ou autres, que nous ne savons pas traiter.

Int. : *Pour entrer dans votre jeu, j'appellerai névrose le fait que l'Allemagne se refuse à entrer dans toute forme de création monétaire par la BCE alors que beaucoup d'économistes s'accordent à dire que la politique de rigueur est contreproductive. La réminiscence de l'hyperinflation de 1922 qui aurait amené Hitler au pouvoir, en est une raison parfois évoquée de façon paradoxale puisque, plus conformément à la réalité historique, c'est la crise de 1929 qui en est la cause principale. Votre double posture, financière et freudienne, peut-elle nous éclairer sur ce positionnement allemand qui peut paraître irrationnel ?*

V. L-G. : Il me semble que cette opposition farouche était, avant tout, inscrite dans les statuts de la Bundesbank. Fondamentalement, l'idée que l'inflation est l'ennemi se fonde, certes dans cette hyperinflation, mais surtout dans le fait que l'Allemagne a progressé avec une monnaie forte qui lui a permis un positionnement industriel exemplaire. On peut donc comprendre leur attachement à une forme de vertu monétaire qui leur a si bien réussi. Aujourd'hui, ils ont accepté le coup de force de Mario Draghi et que la BCE rachète des titres sur le marché secondaire. Dans la situation de crise majeure que nous venons de vivre, il est clair que la création de monnaie par la BCE était le remède. C'est le remède appliqué à grande échelle par les États-Unis ou les Anglais avec un succès certain. Avant de s'y résigner, l'Europe a beaucoup trainé les pieds et est passée par quantité d'expédients pour venir en aide à ses membres en difficulté.

Aujourd'hui, il semble que les autorités européennes, y compris en Allemagne, se soient rendues à cette raison et acceptent, bon gré, mal gré, que ce soit la seule manière de sauver l'euro et de remettre la construction européenne sur ses rails. Plus que les politiques d'austérité, ce sont les réformes qui sont aujourd'hui essentielles, c'est-à-dire l'accompagnement de la reprise engendrée par les voies monétaires par des programmes de réformes structurelles de longue haleine.

Jean-Marc Daniel : Dire que tout cela relève de la faute des Allemands et repose sur la BCE relève pour moi de la croyance. En disant cela, on se défausse de toute responsabilité sur les "sado-monétaristes" de Francfort. La BCE ne crée pas de monnaie, ce sont les banques commerciales qui le font. Le véritable enjeu est plutôt de comprendre pourquoi les demandes de crédit des entreprises françaises ont peu augmenté ces dernières années : pour moi, c'est le fait d'une politique fiscale écrasante et imprévisible.

V. L-G. : Aujourd'hui, les seules choses qui soient réellement fédérales en Europe sont les réglementations et la BCE, complétées par la récente union bancaire qui contribue au fédéralisme aussi bien par les évolutions structurelles qu'elle implique que par la manière dont on traite les banques en difficulté. Durant cette crise, la BCE a été, peut-être à l'excès, notre seul point d'appui.

Sortir du chaos ambiant ?

Int. : *L'opposition entre la société écrasée par son Surmoi, telle que décrite par Freud, et la nôtre, déboussolée par son absence de Surmoi et l'effondrement des règles communes est un problème extrêmement préoccupant, et pas uniquement dans la sphère économique. En cela votre théorie propose des clés de lecture qui donnent à penser.*

Int. : *Selon vous, le chaos ambiant, que ce soit dans la démocratie ou dans la sphère économique et financière, est donc dû à une forme de dissolution du Surmoi. Si c'est un problème aujourd'hui pour nous, en est-ce un ? dans l'absolu ? Et quelle forme de régulation pourrait remplacer ce mode de régulation de nos comportements ?*

V. L.-G. : Nous avons tenté d'imaginer des scénarios et de repérer des tendances émergent de ce chaos à l'œuvre. On serait tenté de déboucher sur l'utopie négative d'un monde régulé par un État, à la fois gendarme et providence, chargé de contrôler les pulsions irrépressibles du Ça.

Mais nous sommes passés, en un siècle, du psychisme viennois décrit par Freud, dominé par la censure du *Surmoi*, au psychisme contemporain dominé par l'individualisme tout-puissant. Pourquoi, alors, ne pas imaginer qu'à ce nouveau malaise se substitue une autre économie psychique, différente, qui ferait renaître le principe régulateur sous une forme nouvelle ? Il faut imaginer que, l'expansion du Ça buttant sur des contraintes nouvelles, telles les contraintes environnementales, de nouvelles valeurs, de protection de la nature, de solidarité, voire religieuses ou autres, viennent à être internalisées, générant alors de nouveaux comportements qui seraient alors jugés socialement vertueux. Mais tout cela reste évidemment très hypothétique.

Présentation des orateurs :

Jean-Marc Daniel : ancien élève de l'École polytechnique et administrateur de l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques), il est professeur d'économie à l'ESCP Europe et chargé de cours à l'École des mines ; il est en outre directeur de la revue *Sociétal*, qui est la revue de l'Institut de l'entreprise, chroniqueur au supplément économique du *Monde* et sur la radio BFM Business, ainsi qu'auteur de plusieurs essais sur la politique économique ; auteur de *Histoire vivante de la pensée économique, des crises et des hommes* (Pearson, 2010).

Gérard Maarek : il est consultant indépendant ; polytechnicien, ancien élève de l'École nationale de la statistique et de l'administration (ENSAE), il a exercé la fonction d'économiste dans les secteurs public et privé ; il a pour principaux centres d'intérêt la théorie monétaire, la politique économique et la modélisation économétrique ; il est l'auteur de plusieurs ouvrages et rapports administratifs, notamment *Introduction au Capital de Karl Marx* (Calmann-Lévy, 1978), *La dette, le boom, la crise* en collaboration avec Vivien Lévy-Garboua (Economica, 1986), *Économie de l'enlisement. Intérêt, change, emploi, dans les années 1990* (Economica, 1997), *Macroéconomie et gestion d'actifs. Questions de méthodes* (Economica, 2003), *MacroPsychanalyse. L'économie de l'inconscient* en collaboration avec Vivien Lévy-Garboua (PUF, 2007), *Capitalisme, finance, démocratie. Le nouveau malaise* en collaboration avec Vivien Lévy-Garboua (Economica, 2014).

Vivien Lévy-Garboua : X-Mines, PhD en économie de Harvard, il est un théoricien et un praticien de la monnaie et de la banque ; il a publié *Macroéconomie contemporaine* en collaboration avec Bruno Weymuller (Economica, 1981), *La dette, le boom, la crise* en collaboration avec Gérard Maarek (Economica, 1985), *MacroPsychanalyse. L'économie de l'inconscient* en collaboration avec Gérard Maarek (PUF, 2007), *Les 100 mots de la crise financière* (PUF 2009), *Les 100 mots de la crise de l'euro* (PUF, 2014) en collaboration avec Bertrand Jacquillat, *Capitalisme, finance, démocratie. Le nouveau malaise* en collaboration avec Gérard Maarek (Economica, 2014).

Diffusion septembre 2014